

L'*italian dream* : coté cour. L'impact des transferts financiers des émigrés bisssa en Italie sur les villages de départ dans la province du Boulgou au Burkina Faso

Zongo Mahamadou *

Introduction

Pays enclavé en Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso se caractérise par une forte migration vers les pays limitrophes, mais, pour des raisons historiques, plus spécifiquement vers la Côte d'Ivoire¹. Dans ce pays, suite à la dégradation des conditions de vie consécutives à la crise économique des années 80 (très forte chute des cours du cacao et du café dont le pays est un des leaders mondiaux), les compétitions électorales liées à la libéralisation de la vie politique ont provoqué des tensions intercommunautaires ainsi que, entre autres, une remise en cause de la place des étrangers dans le pays. La précarisation de leur situation a déclenché chez les étrangers un redéploiement vers certaines zones. C'est ainsi que naîtra dans les années 90, à partir de la Côte d'Ivoire, un axe de migration de Burkinabè vers l'Italie (Blion. 1996) dont les règles en matière d'entrée et de séjour des étrangers étaient encore très souples. Très rapidement, ce nouvel axe sera alimenté à partir du Burkina Faso mais, plus particulièrement, à partir de la province du Boulgou, peuplée majoritairement de l'ethnie *Bissa*.

Employés dans l'agriculture au sud de l'Italie ou dans l'industrie au nord, les émigrés Bissa ont profondément bouleversé, en moins de deux décennies, à la fois l'environnement physique, social et politique de leurs villages d'origine mais aussi la perception de l'avenir dans toute la région.

Au delà des importantes sommes d'argent transférées par les émigrés et les transformations de l'habitat, les transferts financiers génèrent de nombreuses et profondes transformations économiques dont les répercussions sociales remettent en cause rapidement l'organisation sociale traditionnelle. Dans un contexte de pauvreté et parfois de perspectives socioprofessionnelles réduites, l'importance des transferts a fini par produire, aussi bien chez les parents que chez les enfants, l'idée selon laquelle la migration vers l'Italie constitue l'unique alternative (*italian dream*), générant par conséquent une désaffection de l'école (plus prononcée chez les adolescentes) alors qu'en même temps les conditions d'entrée en Italie se durcissent.

La communication vise à montrer l'importance des transferts financiers et matériels des émigrés sur l'équipement en infrastructures sociocommunautaire des villages de départ mais aussi les transformations sociales induites.

* ZONGO Mahamadou, maître assistant au département de sociologie, UFR/SH, université de Ouagadougou

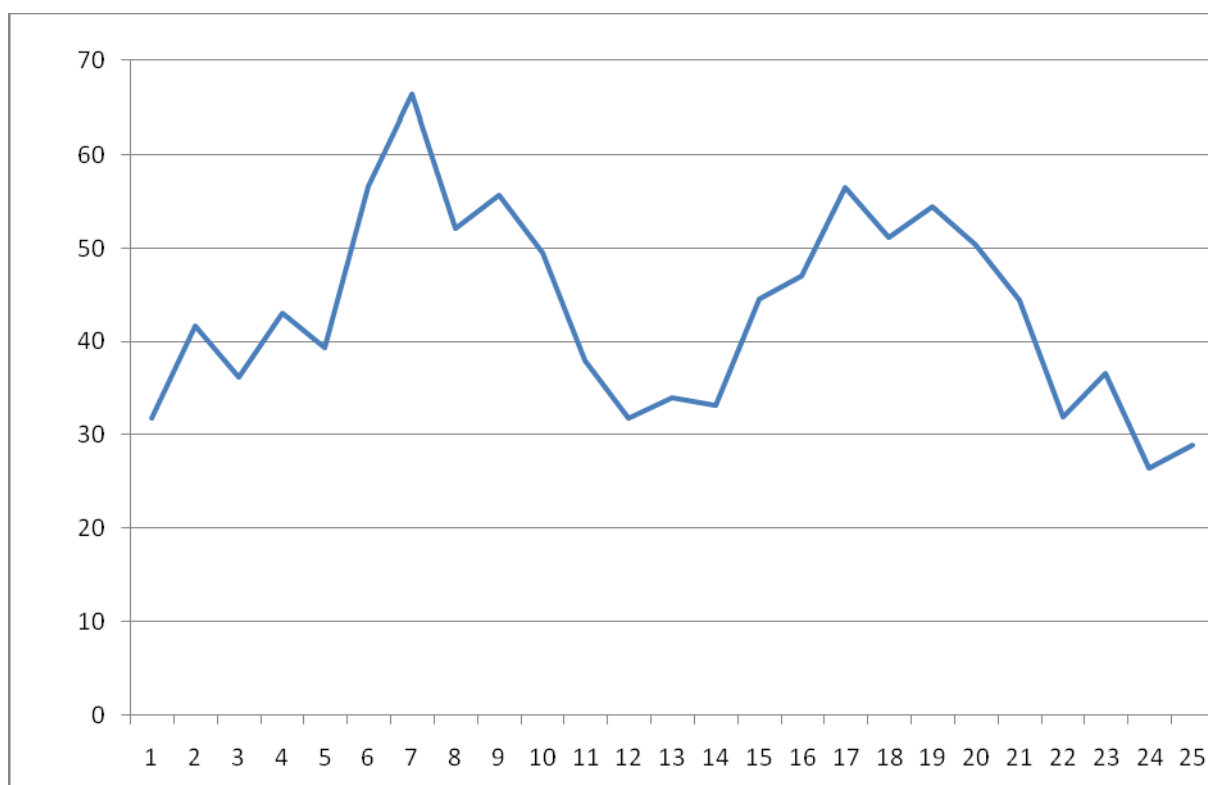
¹ Je remercie mes collègues Dabiré Bonayi, Magnini Seindira avec qui le sortie de terrain a été réalisé ainsi que Koudougou Saidou qui en fait le compte rendu.

I : LES TRANSFERTS DE FONDS AU BURKINA FASO. IMPORTANCE ET PROVENANCE

Evolution des transferts

L'étude du CONAPO (2006) sur les transferts de fonds au Burkina Faso sur une période de deux décennies (1980 à 2004) montre l'importance du phénomène mais aussi sa fluctuation. En moyenne les montants annuellement transférés étaient de 45 milliards de FCFA par an sur cette période, avec néanmoins des variations dont les plus basses se situent en 1990, 1991 et 1992) et les pics en en 1986 (66,36 milliards de FCFA), en 1985 (56,65) et en 1996 (56,44) (voir graphique ci-dessous). Bien que sa contribution au PIB soit orientée à la baisse sur cette période, les transferts jouent néanmoins un rôle important à la fois à l'échelle micro dans la capacité des ménages bénéficiaires à affronter les aléas mais aussi à l'échelle macro, notamment dans la balance de paiement du pays

Les transferts de revenus des Burkinabè de l'étranger de 1980 à 2004



Evolution de la part des transferts de fonds rapportés au PIB

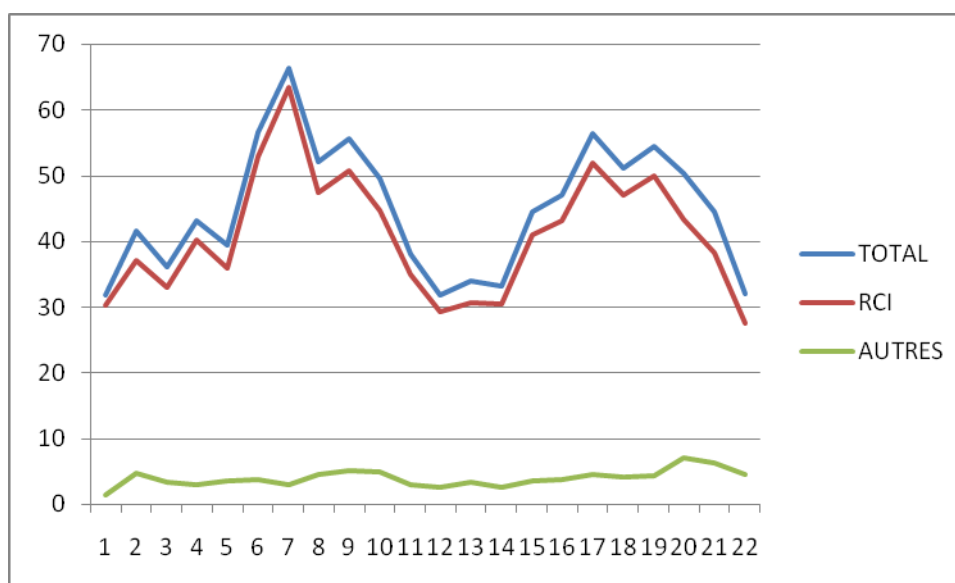
Années	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
% des transferts dans le PIB	3,8	4,5	4,3	4,4	3,6	3,6	3,1	2,7	1,7	1,7

CONAPO, 2006 : 11

Pays de provenance des fonds

La Côte d'Ivoire reste le principal pays d'émission des transferts en destination du Burkina Faso (91% du total des transferts); ceci explique d'ailleurs l'évolution en dents de scie qu'illustre le graphique ci-dessus dans la mesure où la Côte d'Ivoire est confrontée depuis la fin des années 80 à une crise économique dont les répercussions sociopolitiques ont engendrée une rébellion en septembre 2002.

Evolution des transferts des Burkinabè de l'extérieur de 1980 (1) à 2001 (22)



Source : INSD, Etude sur l'impact de la crise ivoirienne sur l'économie du Burkina Faso

Les données de 1988 – 2001 illustrent la part importante des fonds transférés de la Côte d'Ivoire dont les variations déterminent le volume général des transferts. Le schéma ci dessus montre une évolution en dents de scie caractérisée notamment par une chute entre 1988 et 1993 suivie d'une hausse jusqu'en 1996 puis une chute importante à partir de 1999, année qui marque le début des retours massifs des Burkinabè.

Si la Côte d'Ivoire reste la principale zone d'émission des transferts, par contre de nouvelles sources d'émission sont apparues suite à la diversification des destinations amorcée dans les années 90. C'est le cas de l'Italie qui accueille des Burkinabè qui pour la plupart viennent de la Province du Boulgou.

La province du Boulgou : une vieille zone d'émigration

La province du Boulgou est située dans la région du centre-est du Burkina Faso ; frontalière du Ghana et du Togo, elle est habitée principalement de l'ethnie Bissa qui se retrouve également dans les provinces voisines du Koulpélogo (centre-est) et du Zoundwéogo (centre-sud).

La zone bénéficie de quelques avantages naturels importants, notamment un climat de type soudanien avec une pluviométrie de 800 à 1000 mm/an, la présence d'importants cours d'eau comme le Nakambé et d'importants barrages comme le Bagré.

La région se distingue par sa culture maraîchère (oignon, légumes), rizicole et arachidière, pluviales et de contre saison le long du Nakambé, de ses différents affluents et confluents et autour du barrage de Bagré. C'est aussi une importante zone pastorale.

Il approvisionne ainsi les marchés locaux et les pays frontaliers en céréales, légumes et viande. En dépit de ses potentialités qui en ont d'ailleurs fait une zone d'accueil de migrants agricoles internes, les *bissa* ont contribué à alimenter un important flux d'émigration d'abord le Ghana (jusqu'à la fin des années 50), ensuite vers la Côte d'Ivoire et le Gabon à partir des années 60 et désormais vers l'Europe depuis les premières crises de la Côte d'Ivoire au début des années 90.

A titre d'illustration, une étude menée par le département de sociologie en 2008 dans la province permet quelques illustrations, notamment le village de Kanyiré dans le département de Bitou et celui de Ouaregou dans le département de Garango ;

Destination des émigrés du village de Kanyiré

Pays	RCI	Ghana	Gabon et voisins	Lybie	Italie Espagne	Total
Effectifs	132	125	4	2	5	268

Sources : Département de Sociologie : résultats provisoires du Stage de terrain Mai 2008

Destination des émigrés du village de Ouaregou

Pays	Europe	Gabon et voisins	Côte d'Ivoire	Ghana et Togo	Maghreb	USA	Total
Effectifs	160	105	94	5	15	3	382

Sources : Département de Sociologie : résultats provisoires du Stage de terrain Mai 2008

En Europe, la destination privilégiée par les Bissa est l'Italie à cause des facilités d'entrée et de séjour que ce pays offrait jusqu'au début des années 90² mais aussi à cause des possibilités d'emplois offertes dans le sud du pays notamment dans les exploitations de tomate. L'importance du courant migratoire a valu aux émigrés *bissa* en Italie le sobriquet «*d'Italien*».

Les transferts des «italiens»

Les émigrés *bissa* (ou «*les Italiens*») effectuent des transferts plus importants que ceux de la Côte d'Ivoire. Selon les recherches effectuées au milieu des années 90 (Blion.1996) les Burkinabè installés en Côte d'Ivoire rapatriaient annuellement en moyenne la somme de 250000 FCFA par migrant. Ces sommes moyennes varient en fonction de l'occupation professionnelle, passant ainsi de 65.000 F CFA annuel pour un travailleur à la tâche à 500.000 F CFA pour le planteur indépendant, 280.000 pour les salariés du secteur moderne et 180.000 pour les ceux exerçant dans l'informel.

Les «*italiens*» par contre rapatriaient en moyenne par an et par personne avant 1996, la somme de 380.000 F CFA. On note également des différences en fonction du statut professionnel: si les clandestins envoient annuellement et par personne une somme moyenne de 150.000 F CFA, les transferts annuels des salariés (donc des réguliers) atteignent en moyenne 600.000 F CFA par an. Ces montants sont en réalité sous – évalués car ils ont été obtenus à partir d'enquêtes réalisées auprès des familles d'origine. Les écarts qui existent entre les fonds transférés par les émigrés de Côte d'Ivoire et d'Italie sont importants (une fois et demie) mais dans l'ensemble ils sont supérieurs aux revenus annuels moyens par habitants au Burkina Faso en 1993³.

Actuellement, même s'il s'avère difficile d'avoir des informations sur les transferts dans la province du Boulgou, les informations partielles montrent que les sommes transférées sont très importantes.

Ainsi selon Delma (2008 :49), l'agence de la BACB⁴ à Beguedo affirmait recevoir comme transfert en moyenne 15 millions CFA⁵ par mois (environ 23.000 Euro) et un plus de 200 millions de CFA par an (environ 305.000 Euro).

Les données fournies par la BACB permettent d'évaluer l'importance des transferts dans la mesure où presque la totalité des émigrés utilisent les services de Western Union pour les opérations de transferts.

L'étude du département de sociologie réalisée en mai 2008 donnait dans le village de Ouaregou, les transferts ci-dessous.

² C'est-à-dire avant son adhésion à Schengen en 1990 ; en outre en 1993 la loi Martinelli va régulariser les clandestins...

³ Les fonds transférés par les émigrés d'Italie représentent entre 3 et 5 fois le revenu moyen annuel par habitant du Burkina Faso (Blion. 1996 :65).

⁴ BACB (Banque agricole et Commerciale du Burkina).

⁵ 1 EURO = 655,957 CFA

Nombre de personnes ayant transféré de l'argent selon les tranches et les destinations

	Italie	Gabon	Côte d'Ivoire
- de 100.000 CFA	26	25	33
de 100 à 300.000 CFA	25	28	18
De 300 à 500.000 CFA	13	10	2
De 500 à 800.000 CFA	13	4	10
De 800.000 à 1.000.000 CFA	12	0	0
+ d'un million de CFA	7	2	1
Total	96	69	55

Sources : Département de Sociologie : résultats provisoires du Stage de terrain
Mai 2008

Les données rapportées par Gouba (2008) dont le travail a porté sur la ville de Zabré illustre également l'importance des sommes transférées.

Tableau : Répartition des ménages selon les transferts reçus d'Italie au cours de l'année 2006

Fonds reçus (en CFA)	ménages ayant reçu	
	nombre	%
De 500.000 à 1.000.000	16	26,7
De 1.000.000 à 2.000.000	23	38,3
De 2.000.000 à 3.000.000	5	8,3
Plus de 3.000.000	7	11,7
N'a rien reçu	9	15
Total	60	100

Source : Gouba : 2008 :51

II : L'IMPACT DE L'EMIGRATION SUR LES ZONES DE DEPART

Cette partie portera en grande partie sur Béguédo et Niaogho, qui restent les sites phares de l'émigration bissa vers l'Italie ; d'ailleurs, ils sont présentés par les autorités du pays comme l'exemple de la migration réussie ; à ce titre, une visite de Béguédo fut ainsi organisée par le Conseil supérieur des Burkinabè de l'étranger (CSBE) lors de la 3^{ème} Assemblée Générale des Burkinabè de l'extérieur tenue en Janvier 2008 à Ouagadougou...

1 Les transformations spatiales et économiques

Une modernisation rapide de l'habitat

Dans tous les villages de la zone, l'habitat traditionnel en cases rondes couvertes de pailles cède progressivement à un habitat plus moderne en matériaux finis appelés

localement «*en dur*». «*Les cours sans ''en dur'' ou les maisons en pailles, c'est chez ceux qui n'ont personne en Italie, ou dont les enfants en Italie ne sont pas encore en situation régulière et attendent de pouvoir revenir pour construire*» selon un enseignant de Béguédo.

L'habitat change aussi de configuration passant de maisons et de concessions de forme circulaire et en terre battue à des concessions et maisons de forme rectangulaire et «*en dur*».

L'investissement dans l'habitat procède de la volonté de l'émigré d'extérioriser sa réussite. Si ce comportement est apparu avec les migrations en Italie, il s'est imposé aux migrants des autres destinations (Gabon, Guinée Equatoriale, Ghana, etc.). Cependant, les investissements dans l'ensemble de la zone ont démarré avant la décentralisation intégrale (2006). Les constructions dans la majorité des cas ont certes contribué à améliorer le confort des habitants mais restent dans la logique villageoise : dispersion de l'habitat séparé par de vastes espaces transformés en «champs de case» pendant l'hivernage.

Photo 1 : L'habitat traditionnel



Zedem. Mai 2008

Photo 2: L'habitat traditionnel (suite)



Zedem. Mai 2008

Photo 3 : l'apparition des maisons « en dur »



Zedem. Mai 2008

Photo 4: Remplacement total dans certaines familles des case rondes par les « en dur »



Zedem. Mai 2008

Photo 5 : la cohabitation



Zedem. Mai 2008

Photo 6 : Bâtiment à niveau qualifié de «duplex»



Zedem. Mai 2008

Les villages gardent ainsi leurs structures spatiales traditionnelles caractérisées par une dispersion des concessions les unes par rapport aux autres, donnant l'impression d'un vaste pendant la saison pluvieuse. A ce titre la qualification de ville à Béguédo apparaît très abusive....

Photo : Entre « Duplex » et villa, les champs de ... case



Zedem. Août 2008

Photo : les champs en « ville »



Zedem. Août 2008

Mais on peut noter une concentration progressive du «bâti» (maisons d'habitation, magasins et autres commerces) le long de l'axe routier qui relie Niaogho, Béguédo, Ouaregou... à Tenkodogo la capitale du centre est).

Photo L'axe routier



Zedem. Mai 2008

L'un des signes de l'urbanisation reste incontestablement l'électricité, car outre sa dimension symbolique, elle autorise des transformations importantes. A Béguédo, l'électrification s'est adaptée.

Photo : L'électricité à Béguédo



Koudougou. Mai 2008

Si dans les villages la tendance est encore à la dispersion de l'habitat, à Béguédo et Niaogho la tendance à la concentration est plus importante quoi qu'elle reste empreinte

d'une certaine spontanéité et anarchie ; «l'urbanisation de fait» matérialisée par des investissements importants (dans l'immobilier) a en effet précédé l'aménagement de l'espace, contraignant par conséquent la municipalité à « jongler ».

Mais d'une façon générale, tous les villages visités, (mais Béguédo et Niaogho surtout) sont un immense chantier de construction de grand standing. Les mois d'août et de décembre, qui correspondent aux périodes de vacance des émigrés restent les périodes de construction.

Photo : Chantier de construction à Béguédo pendant les vacances d'août



Zedem. Août 2008

Photo : Construction en cours de finition à Niagho



Zedem. Mai 2008

Un rôle économique de plus en plus important dans l'économie locale

Aux investissements dans l'immobilier s'ajoute le développement des commerces (marchés et yaar, magasins et autres petits *business centers*) qui confère à l'ensemble de la zone, mais surtout Béguédo, un rôle économique important dans la région du centre-est. Le marché de Béguédo, qui a lieu tous les trois jours, est le point d'attraction de commerçants en provenance des villes voisines (Pouytenga, Tenkodogo, Garango) d'autres villes du pays (Po, Manga, Ouagadougou), des pays frontaliers, Cinkansé (Togo), Baku (Ghana), etc. C'est le troisième marché le plus important de la province de Boulgou après Tenkodogo et Garango. Ce rôle commercial de Béguédo est certes antérieur à la migration vers l'Italie mais celle-ci a fortement contribué à le renforcer ; cette importance se manifeste aujourd'hui par la présence des institutions bancaires et financières dans la ville : 05 institutions financières et bancaires (BACB, Atlantic Banque, SONAPOST, Caisse Populaire, Caisse des producteurs) ainsi que l'agence de transfert d'argent Western Union.

Photo : un panneau publicitaire à l'entrée de la ville



Ce qui dénote l'importance des transferts de fonds qui sont réinvestis :

- Dans des petites entreprises à caractère familial comme les ateliers de coiffure, de menuiserie et les télécentres ; cependant ces derniers qui ont fait la fortune des premiers initiateurs sont actuellement peu rentables à cause de la généralisation de la téléphonie mobile (la ville est couverte par les trois opérateurs nationaux : TELMOB, ZAIN (ex CELTEL), TELECEL;

- dans la construction d'infrastructures d'accueil et d'hébergement;
- dans le commerce local et transfrontalier : des grossistes et demi-grossistes s'approvisionnent en sucres, boissons, matériels électroménagers, riz, matériel de construction, etc. au Togo et au Ghana voisin ou à Ouagadougou (pour certains articles) et ravitaillent les demi-grossistes et détaillant des villages voisins ou des villes comme Pô, Manga, et même Ouagadougou dans certains cas.

La modernisation des moyens de production agricole

Au niveau de l'agriculture, les résultats et effets de la migration sont, entre autres :

- l'introduction et le développement des moyens modernes de production comme la culture attelée, les tracteurs, les motopompes mais aussi l'apparition d'un marché de location du matériel agricole;
- le développement des cultures de contre saison comme l'oignon, la tomate, le melon, l'arachide, le maïs, etc. produits par les femmes le long du fleuve Nakambé dans les villes de Niaogho et de Béguedo ou par des hommes, qui, appuyés par des ''italiens'' investissent dans l'agriculture motorisée dans les brousses voisines ;
- l'apparition d'un salariat agricole et le retrait, dans certaines familles, des femmes, des vieillards, voire des jeunes hommes, de la production agricole ;
- le développement de la semi embouche bovine et ovine qui constitue, dans la ville de Béguedo surtout, une activité très importante. Des grands hangars jouxtant les concessions servent d'enclos d'animaux en semis embouche.

Photo : l'embouche : des animaux sous hangar



Kougougou Mai 2008

Les animaux sont nourris avec les résidus agricoles, les fanes de haricot, d'arachide, les tiges de mil ramassés et stockés après les récoltes.

Photo : l'alimentation des animaux



Koudougou. Mai 2008

Il existe une double relation entre l'embouche et la migration internationale bissa :

- 1) Elle est une optimisation de la rente migratoire en l'investissant dans des secteurs productifs. Ce qui permet de réduire d'une part la dépendance aux transferts et d'autre part de sécuriser le migrant et sa famille en cas de difficultés celui-ci en Italie ou éventuellement d'une expulsion. « *La plupart de ces élevages sont financés par des italiens pour permettre à leurs parents restés ici de se débrouiller aussi, au lieu de prendre l'argent et de bouffer seulement et attendre qu'on envoie encore. Si tu dis à ton parent en Italie que tu veux de l'argent pour faire l'élevage, le plus souvent il t'envoie l'argent. Le problème c'est si tu prends l'argent et fait autre chose. Là, il ne t'envoie plus d'argent, si c'est pas en cas de famine ou de maladie* » dit Issaka Bara, éleveur. Il existerait même des réseaux spécialisés dans l'exportation de bétail vers le Ghana, le Togo, le Nigéria.
- 2) En outre, le développement de l'embouche répond à un souci de renforcement, de diversification et de pérennisation des sources de financement des candidats à l'émigration.

Il convient cependant de rappeler que l'immobilier reste le principal domaine d'investissement des émigrés. Comme le montre l'enquête du département de sociologie dans le Boulgou, les émigrés investissent surtout dans l'immobilier, les autres domaines semblent susciter un intérêt secondaire. Le tableau ci-dessous donne la répartition des investissements.

Domaine d'investissement des émigrés du village de Ouaregou

Domaine	Maison	Moulin	Equipement agricole	Transport	Bar/buvette	Total
Pourcentage	93%	0,55%	2,75%	2,75%	5%	100%

Sources : Département de Sociologie : résultats provisoires du Stage de terrain Mai 2008

Outre les investissements réalisés, les transferts de fonds servent d'abord et avant tout à soutenir la famille à la fois dans le domaine alimentaire, l'équipement en bien de consommation courante (radio, télé, moyen de locomotion, etc.), la prise en charge de la santé, la scolarité des enfants, les obligations socio- religieuses (mariage, baptême, funérailles mais surtout pèlerinage à la Mecque).

Les investissements dans les infrastructures collectives

Le souci de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de leur zone de départ a incité les émigrés à s'organiser en association mais aussi à susciter la création d'associations dans leurs zones de départ. C'est ainsi que les ressortissants de Béguédo et de Niaogho en Italie ont créé respectivement l'Association des ressortissants de Béguédo en Italie (ARBI) et l'Association des ressortissants de Niaogho en Italie (ARNI) ; ces associations travaillent avec les associations locales dont elles ont souvent suscité la création, c'est notamment le cas de l'Association pour le développement économique et social de Béguédo (ADESB) et l'Association pour le Développement de Niaogho (ADN).

Cette structuration a permis des investissements importants en infrastructures sociocommunautaires.

Ainsi sur le plan sanitaire, le village de Béguédo a bénéficié de ses émigrés, les investissements importants, notamment :

- la rénovation du CSPS (centre de santé et de promotion sociale) ;
- la construction d'une maternité (5.700.000 CFA), de salles d'hospitalisation (500.000 CFA),
- la dotation du CSPS en ambulances (4),
- Don de lits d'hospitalisation, de médicaments, etc.
- Don d'un électrocardiogramme (non fonctionnel pour défaut d'électricité voire de compétence)
- la constitution d'un fonds de 200.000.000 CFA pour transformer le CSPS en CMA (centre médicale avec antenne chirurgicale) ;
- etc.

La ville a bénéficié, dans le domaine scolaire, de la construction d'un Collège d'enseignement général, d'écoles primaires ainsi que la construction du service de l'inspection. Elle a également bénéficié de la construction d'un commissariat de police dont le coût global s'est élevé à 12.000.000 CFA.

On peut également citer la contribution au lotissement de la ville (15.000.000 CFA), à l'électrification (5.500.000 CFA), la réfection de la route Béguedo – Fingla (1.150.000 CFA), la réalisation d'un château d'eau (649.500 CFA), la construction de 7 mosquées, etc.

Quand à Niaogho, ses ressortissants ont également contribué à la rénovation du CSPS, sa dotation en 2 ambulances, son équipement en lits d'hospitalisation et un soutien de 500.000 CFA à la pharmacie. Ils ont également construit un CEG (et les logements des enseignants), des écoles primaires, la gendarmerie, 4 mosquées, rénové la préfecture et lancé la construction d'un hôtel⁶, etc.

2 Un espace social en pleine mutation

Les transformations opérées dans l'espace physique et dans les différents secteurs de l'économie s'accompagnent de mutations tant au niveau social et culturel (mutations des relations interpersonnelles, des rapports à l'environnement, à l'autorité, etc.), que politique.

Un rapide changement des comportements

L'un des effets visibles de l'émigration sur les populations reste incontestablement le développement de l'esprit d'initiative et le refus de la fatalité ; la migration est perçue comme une «aventure»⁷ fortement valorisée qui tend d'ailleurs à remplacer les rites d'initiation de la société traditionnelle. Ainsi, à partir d'un certain âge, le non migrant est traité «d'immature», «de paresseux» ou de «sans avenir». Les jeunes s'engagent de ce fait dans des activités diverses (embouche, intermédiation dans les transactions commerciales, contrebande, etc.) afin de pouvoir financer plus tard le voyage. Les femmes, mêmes celles d'italiens sont, dit-on, des *femmes battantes*. Elles sont soit jardinières, soit revendeuses de légumes ou de poissons et commercent dans les marchés locaux. *«Toutes ces femmes que tu vois bien sapées et assises devant les portes des concessions vont très tôt arroser. D'autres sont spécialisées dans la ventes en gros de légumes qu'elles rachètent aux jardinières»*.

- Le second constat porte sur l'amélioration du rapport à la santé. Le développement de petites activités génératrices de revenus, les envois de fonds ont pour conséquence une amélioration de la fréquentation des centres de santé. Le taux de fréquentation est estimé, selon les responsables du centre (Mai 2008), à 500 consultations par mois, soit une moyenne de 16 par jour. Les ordonnances sont honorées sans hésitation dans 80% des cas selon l'information major du CSPS. Les actions de prévention de certaines maladies chroniques, tel que le paludisme, sont assez bien suivies des populations. On note ainsi un fort équipement en moustiquaire (même si leur usage effectif reste assez faible), le rejet de l'automédication, etc. Par contre, les effets de la sensibilisation sur le planning familial reste très limités et le district peine à

⁶ Pour plus de détails sur les investissements des italiens à Béguedo, voir Bangré. 2005, Bahiré. 2006, Delma.2008.

⁷ Esprit symbolisé par l'ouverture du bar « l'aventura » par un « italien » à Béguedo

atteindre le taux de 10% qu'il s'était fixé⁸. Le nombre d'accouchement est de 30 à 40 par mois pour une population totale d'environ 17100 habitants. Le nombre d'enfants de moins d'un an est de ce fait élevé et croissant : 655 en 2004, 671 en 2005, 687 en 2006 et 720 en 2007 auxquels s'ajoute 855 femmes en ceinte pour la même année 2007. Deux raisons au moins peuvent expliquer, à priori, les difficultés du planning familial:

- i) la forte implantation de la religion musulmane qui incrimine la limitation des naissances ;
- ii) le départ massif des jeunes valides. Ce qui créé des vides que la forte natalité tente probablement d'anticiper en même temps qu'elle s'inscrit dans une dynamique d'alimentation du flux de l'émigration.

Les services de santé enregistrent néanmoins des demandes en contraception même si l'adhésion se fait de manière clandestine: en effet les femmes s'inscrivent parfois au planning familiale à l'insu de leur mari, beaucoup d'entre elles optent pour l'injectable comme moyen de contraception et, par précaution, laissent leurs carnets chez la gérante du dépôt pharmaceutique.

3 Les incidences négatives

La déperdition scolaire

Les transferts de fonds, l'importance des investissements des *italiens* (immobilières, petites entreprises commerciales), leur "feeling" (style vestimentaire, comportement) pendant leurs vacances suscitent et nourrissent chez les jeunes des ambitions migratoires. Ces rêves développent chez les élèves un désintérêt pour l'école qui se traduit, un peu partout dans les villages de départ mais de manière plus spécifique à Béguedo, par des absences répétées des classes, des taux élevés d'échec aux examens (primaires et secondaires), des abandons de cursus scolaire, etc. A titre d'illustration on note au secondaire:

- de nombreux cas d'abandons. L'année scolaire 2007-2008 a enregistré 30 cas d'abandon au premier cycle du secondaire (classe de 6^e à la classe de 3^e) à Béguedo;
- de nombreuses exclusions dues à des résultats médiocres; selon le surveillant général du Lycée de Béguedo, 144 élèves (sur un effectif total de 600 élèves inscrits) ont été exclus en fin d'année scolaire 2006 – 2007. Les élèves originaires de Béguedo atteignent rarement la classe de 3^e. Selon un agent de l'inspection de Béguedo «*c'est en 2007 qu'on a enregistré le plus grand nombre d'enfants de Béguedo en classe de 3^e. Ils étaient quatre (04). Deux ont eu leur BEPC et parmi, il ya un (01) qui est parti en Italie*». Les meilleurs résultats scolaires viennent des élèves venus des villages environnants et des enfants de fonctionnaires en service dans la ville ;
- une indiscipline grandissante dans les établissements ;
- la dévalorisation du français qui est peu usité dans les conversations entre élèves.

⁸ Selon les responsable du CSPS, le taux d'acceptation a été d'environ 7% en 2007 pour un objectif fixé au départ à 10%.

Ce sont les mêmes constats dans l'enseignement primaire où le nombre d'abandon en 2005-2006 a été de 52 sur un effectif de 472. Le taux de succès au CEPE à Béguédo est estimé à 70% contre 84% à Niaogho. Ce qui est faible au regard du nombre élevé de redoublants dans les classes de CM2. Pour l'année 2008, les candidats au CEPE et à l'entrée en 6e étaient estimés à moins de 300 élèves pour l'ensemble des huit établissements que compte la circonscription. L'effectif au CM2 est estimé à 30 élèves en moyenne par classe alors que les effectifs à l'inscription au CP1 sont estimés à 60 élèves en moyenne par classe.

Dans le corps enseignant se développent aussi les désertions, les abandons et les demandes de disponibilité pour migrer. L'un des derniers cas fut celui du directeur de l'école D de Béguédo.

De manière générale, la population manifeste un grand désintérêt pour l'école classique. Les parents offrent en effet aux enfants toutes les commodités financières et matérielles mais ont une faible implication dans leur vie scolaire. Il est même fréquent que des enfants soient enlevés de l'école en cours d'année scolaire pour émigrer en Italie. Pour les parents, l'intérêt de l'école pour l'enfant se résume à « *savoir lire et écrire son nom* » pour échapper aux escroqueries pendant l'établissement des documents de voyage.

La scolarisation des filles permet de multiplier leurs chances dans le marché matrimonial pour la conquête des «italiens». L'objectif n'étant pas l'insertion professionnelle, elles y sont inscrites juste le temps d'avoir un âge mur et avoir, au mieux, le niveau du cours moyen (CM). Elles y sont ensuite soustraites pour le mariage, de préférence aux 'italiens' pour qui, épouser une fille de cours moyen est devenu une mode.

Il convient cependant relativiser le rôle de la migration dans les faibles performances scolaires dans la zone dont les causes profondes sont à la fois historiques et religieuses. Il s'agit de l'arrivée tardive de l'école à Béguédo comparativement à Niaogho où l'implantation de la mission catholique s'est accompagnée de l'ouverture d'une école vieille d'une cinquantaine d'année aujourd'hui. Béguédo, dans sa rivalité historique avec Niaogho (voir Faure, 1993) est longtemps resté un village de «marabouts» et de commerçants. Ce qui lui vaut la forte implantation de l'islam et l'absence d'une élite intellectuelle susceptible de susciter l'engouement scolaire chez les jeunes. Les exemples de réussite ne sont pas intellectuels. La construction de l'idéal social associe faiblement le modèle scolaire classique. L'école islamique franco-arabe fortement valorisé⁹ s'inscrit de ce fait en concurrente de l'école classique et bénéficie du soutien des ''italiens''. Une des deux écoles franco-arabes officiellement reconnues est entièrement financée par ces ''italiens''. Les élèves ayant échoué au secondaire y sont d'ailleurs pris comme enseignants pour certaines matières.

D'autre part, les enfants déscolarisés au Burkina Faso pour rejoindre leurs parents en Italie y sont inscrits dans des établissements techniques ou des centres de formation jugés plus adaptés au marché de l'emploi que l'enseignement général. La migration des

⁹ A l'instruction s'ajoute en effet, une éducation dite «par l'épreuve»

enfants s'inscrit ainsi dans une perspective d'installation de longue durée, voire définitive, même si la naturalisation n'est pas encore un objectif très important.

Les relations matrimoniales: entre simplification des démarches et l'émergence «du célibat» chez les mariées

L'institution du mariage a subi des profondes modifications qui se traduisent actuellement par:

- une individualisation de plus en plus croissante des démarches et un raccourcissement du temps entre la rencontre avec la jeune fille et le mariage. La durée maximum est désormais d'une semaine chez les "italiens" de retour. De nombreux mariages se réalisent donc pendant le séjour en vacances des « italiens » ; selon une des secrétaires de la mairie de Béguédo interviewée au mois d'août 2008 « *c'est quand ils reviennent pour les vacances que les italiens choisissent leur femme ; les parents ne s'occupent plus de ça maintenant. Mais ça va très vite parce que les jeunes filles attendent ce moment là ; comme chacune espère avoir un italien, elles s'habillent pour fréquenter les endroits où on peut rencontrer des italiens. Cette année (2008) on a déjà plus de 70 mariages* (le registre était d'ailleurs épuisé). *Tous les mariages sont sous le régime de la polygamie*»

- les nouvelles mariées aménagent dans la belle famille dans l'attente du départ en Italie ; une attente qui peut durer plusieurs années si la situation professionnelle du marié se dégrade ; selon un enquêté de la zone « *certaine peuvent attendre plus de cinq ans sans voir leur mari. Ce sont des mariées célibataires*». Du fait également de la législation italienne, mais aussi des contraintes économiques, les « italiens » ne peuvent y vivre qu'avec une seule femme à la fois...

- la simplification des procédures du mariage implique par ailleurs une banalisation du divorce ainsi qu'une simplification de la démarche ou plus simplement une augmentation des répudiations. Le mariage est de ce fait qualifié aujourd'hui de «Dubai¹⁰» à Niaogho et Béguédo, pour exprimer à fois l'instabilité de ces types d'union et le calcul qui motive la préférence des 'italiens' chez les filles ; en outre le célibat prolongé des femmes d'italiens suscite une sorte de prostitution rampante ou des actes incestueux (dont les formes les plus citées sont les cas de rapports sexuels avec des très proches parents du mari) conduisant le plus souvent à des répudiations.

- une simplification de l'acte symbolique de demande en mariage qui se résume dorénavant au don de quelques noix de cola aux parents de la fille) ; un changement de la nature et la destination de la dot qui désormais, facturée entre 100 et 150 000 CFA est directement donnée à la fille qui s'en sert pour son trousseau et les préparatifs du mariage ;

- un repli du marché matrimonial : le cercle des relations a de plus en plus tendance à rétrécir. A Béguédo, les mariages se font plus entre en Bara, Nouni, Guébré et Dabré et un peu les Bancé (originaires de Ouaréguou). Même les cas de mariage avec

¹⁰ En référence à Dubaï où partent s'approvisionner des commerçants grossistes burkinabè : le voyage se caractérise par la brièveté du séjour ainsi que sa dimension « intéressément » et utilitariste

les filles bissa du département voisin de Garango sont de plus en plus rares car celles-ci sont qualifiées «*très dégourdies* » c'est-à-dire «*très exigeantes et très éveillées* ». Quand aux cas de lien matrimoniaux avec Niaogho, ils sont limités par les relations historiques difficiles entre les deux départements, quoique les rivalités s'expriment plus sur le plan économique de nos jours;

- une exclusion de plus en plus prononcée des non migrants "italiens" du marché matrimonial car considérés comme des "paresseux";
- le développement rapide des pratiques de la dépigmentation et du tatouage comme une stratégie de séduction, même dès l'école primaire.

Il ya donc à la fois un relâchement du rôle et de l'emprise du groupe dans les liens du mariage (ce qui recentre cette institution sur l'individu, en particulier la fille dont le consentement, *libre*, est la condition première et sin qua non de l'établissement des liens de mariage) et un renforcement des enjeux économiques dans ces liens de mariage. Ce comportement libéral du marché matrimonial accroît la dépendance de la femme en même temps qu'il l'instrumentalise.

Le maintien, voire le renforcement, de la polygamie est entretenu par les parents de l'émigré pour maintenir le lien de celui-ci avec la famille mais surtout pour pérenniser les transferts. « *Le migrant, qui a laissé des femmes et des enfants enverra toujours de l'argent pour leur entretien. Mais s'il n'a personne, ou n'a que son père et sa mère ou des frères, il finit par dire qu'il n'est pas le seul enfant, et donc il vous oublie, surtout s'il prend une femme là-bas* ».

La fragilisation des liens de famille et le déclin de la solidarité

La redistribution des biens (argents et matériel divers) transférés par le migrant suscite des oppositions, voire des conflits au sein des familles, notamment:

- 1) coépouses dans les familles polygames,
- 2) les femmes et leurs belles-mères,
- 3) le destinataire du transfert et les autres membres de la famille à cause du non respect des règles de partage données par l'émetteur du transfert ; si avant ce non respect était inconnu des autres membres bénéficiaires, le développement de la téléphonie mobile tend de plus en plus à faire démasquer les fraudeurs ;
- 4) le bénéficiaire des transferts et le voisinage. « *A Niaogho ici, si par exemple ton fils t'envoie une moto et tu en refuse l'usage aux gens, à ta mort ils peuvent refuser de venir. Ils disent que ta moto n'a qu'à t'enterrer*»;
- 5) « italiens » et leurs parents à cause des nombreux détournements des transferts ou leur mauvais usage.

Outre les conflits intra-familiaux, les femmes de migrants vivent une forme de célibat de longue durée, souvent (10 ans dans certain cas). En outre, elles sont soumises à la surveillance des parents du marié qui les soupçonnent d'infidélité. Les divorces et les répudiations ne sont d'ailleurs pas rares, souvent suite à une dénonciation par un parent.

On constate par ailleurs :

- un fractionnement de l'espace physique des cours d'habitation qui traduit spatialement le fractionnement social en cour. L'intérieur des concessions est en effet compartimenté en autant de cases (maisons) par des murettes qui déterminent le territoire intérieur de chaque propriétaire de case¹¹. Ce cloisonnement se transpose dans la redistribution des bénéfiques de la migration comme l'attestent les propos suivants: *«les cases rondes qui côtoient les grosse villas, ce sont les cases des femmes qui n'ont pas d'enfants ou leur mari à l'extérieur. Dans certains cas, ces gens-là crèvent de faims pendant que les mères et les femmes d'italien mangent et jettent. C'est pourquoi chacune se bâte pour que son mari ou son enfant aille aussi en Italie»* (propos de Mme T).

- un développement de la restauration «hors-maison» qui exprime un relâchement de certaines obligations familiales. Les «restaurants de rue» sont utilisés par les personnes âgées et les enfants, etc. aux heures traditionnelles de repas. Ce qui dénote l'absence de repas familiaux. On vit de moins en moins du «même feu et du même pot» domestiques.

- On note en fin, la disparition progressive des espaces traditionnels de solidarité comme les *«danwur»* (organisation de journées d'entraide dans les travaux champêtres), due à la fois à la modernisation des moyens de production, à l'apparition d'un salariat agricole, à la faible implication des jeunes hommes valides dans l'agriculture. Même les événements sociaux heureux et malheureux ne mobilisent de plus en plus que les parents et alliés directs comme le témoigne le récit suivant d'une dame fonctionnaire dans la localité *«rien que la semaine dernière il y a eu un décès dans notre quartier. Un jeune, un Bara. Pendant que le corps était encore dans la cour et les parents au cimetière, les commerces aux alentours sont restés ouverts : des boutiquiers vendaient, des femmes continuaient de frire leurs poissons et de vendre leur attiéké. Ici, c'est de plus en plus comme ça. Chacun s'occupe de ce qui le regarde. Voir quelqu'un peiné à la tâche et aller lui porter secours spontanément ? C'est rare»*.

Le renchérissement du coût de la vie et la vulnérabilité des «sans italiens»

A Béguédo et Niaogho, le phénomène des «italiens» a provoqué une inflation que les fonctionnaires de la zone dénoncent. Le prix des produits de consommation courante (riz, viande, sucre, légume, etc.) sont largement supérieurs à la moyenne nationale et connaît une forte augmentation pendant les périodes de retour des 'italiens' (juillet à août et de décembre à janvier). Il apparaît à ces périodes ce qui est communément appelé le *«prix des italiens»*. Le marchandage est banni des transactions, du moins avec les fonctionnaires. Le principe est *«ki wàn ki tao !»* (si tu ne peux pas, laisses !).

Il en est de même des emprunts et crédits dont l'obtention est liée à la présence de parents du demandeur en Italie ou à sa possession d'animaux. *«Si tu n'a personne à l'extérieur, ni d'animaux et tu veux emprunter de l'argent ou prendre quelque chose à crédit, on ne te donne pas, parce qu'on n'est pas sûr que tu puisses rembourser»*. Ce renchérissement de la vie et le relâchement de la solidarité accélèrent par ailleurs la

¹¹ Cette compartimentation n'est toute fois pas nouvelle. Elle est une reproduction de la structure intérieure de la concession traditionnelle

paupérisation des catégories vulnérables composées de vieillards «sans italiens» qui vivent de tâches comme la vente gravillon récolté au bord du fleuve, comme l'illustre la photo ci-dessous.

Photo : Vieilles collectant des pierres pour le marché de la construction



Koudougou. Mai 2008

Les difficultés d'une action collective et les blocages institutionnels

Les moyens générés par la migration ont forgé chez beaucoup d'habitants de la zone un sentiment d'autosuffisance qui entrave de plus en plus les initiatives collectives. Si à Niaogho, la gestion politique semble poser peu de problèmes, par contre à Béguédo, le blocage du conseil municipal en offre une illustration parfaite. Le conseil municipal connaît en effet des blocages depuis début 2007 (absence de session, de budget communal, de délégation de pouvoir par le maire qui ne réside pas, etc.) suite à une dissidence d'une dizaine de conseillers pour des questions de "leadership" au sein du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP) qui a remporté les élections municipales.

Deux «camps» s'affrontent : le CDP dirigé par le Maire et la CFDB (Convention des forces démocratique du Burkina).

Cette division du conseil affecte à la fois les familles (émergence de conflits intrafamiliaux d'origine politique), l'Association des ressortissants de Béguédo en Italie (ARBI) aujourd'hui bicéphale et même l'administration locale. Selon les informations, l'ex-directeur régional des enseignements de base et de l'alphabétisation (DRBA) aurait perdu son poste en soutenant une marche d'enseignants financée par le camp CFDB.

Les dissensions politiques affectent également l'autorité coutumière qui se retrouve écartelée entre les deux tendances.

Vers une réorientation des investissements?

La gestion de la manne migratoire est émaillée de détournements aussi bien à l'échelle familiale que collective ; beaucoup de membres des associations des ressortissants en Italie n'hésitent pas à dénoncer l'écart entre l'importance des sommes transférées et les investissements réalisés et parlent de plus en plus de détournements. Il en est de même à l'échelle des familles où les transferts des émigrés n'ont pas toujours été utilisés conformément aux prescriptions de l'expéditeur. Les cas souvent dénoncés sont l'accaparement des fonds par le destinataire au détriment des autres membres de la famille, le détournement partiel ou total des fonds destinés à des investissements précis (construction immobilière surtout), la mauvaise gestion des investissements, etc. La prise de conscience de cette situation a favorisé la réorientation des investissements vers les centres urbains. Cette réorientation est soutenue à Niaogho dont l'autorité coutumière¹² tient souvent des rencontres avec les anciens du village pour aider à une rentabilisation et une bonne gestion de l'argent de la migration. Mais de manière plus systématique, des initiatives sont prises au niveau des structures étatiques ou privées pour capter l'argent de la migration ; outre les sensibilisations du Conseil supérieur des Burkinabè de l'étranger (CSBE), les initiatives des banques qui leur offrent de nouveaux produits sécurisés (épargnes, placements, etc.), ce sont surtout les agences immobilières étatiques, notamment la Société nationale d'aménagement des terrains urbains (SONATUR) et le Centre de gestion des cités (CEGECI) qui s'illustrent dans la conquête des émigrés. Actuellement, déçus par le mauvais usage de leur argent par la famille, les « italiens » réorientent leurs investissements immobiliers en ville à travers les facilités qui leur sont offertes par les agences immobilières principalement les nouveaux quartiers de haut standing (Ouaga 2000, les cités, etc.). La création récente de l'habitat participe dans une certaine mesure à ce processus. Certains émigrés attendent leur retour en vacances pour réaliser les investissements eux-mêmes mais dans tous les cas, les « italiens » semblent s'inscrire dans un processus de sortie de la logique des investissements dans leur village d'origine

Conclusion

En dépit de leur caractère récent, les migrations des Bissa vers l'Italie ont contribué à changé radicalement la physionomie des villages de départ tant sur le plan physique que sur le plan social. A la modernisation de l'habitat s'est accompagnée la réalisation d'infrastructures collectives dans des domaines aussi variés que la santé, l'éducation, l'eau, la voirie. Les transferts de fonds contribuent à améliorer les conditions d'existence (santé, alimentation, confort, etc.) des parents restés au village mais aussi leurs capacités à résister aux chocs (mauvaises pluviométrie, inflation, etc.). Cependant ces améliorations rapides ont généré des pratiques et des croyances qui déstructurent brutalement le lien social et peuvent, à terme, remettre en cause la durabilité des

¹² Il faut préciser que le chef du village de Niaogho est un professeur de philosophie à la retraite.

investissements. La naissance d'un individualisme égocentrique et l'intégrisme dans la gestion des divergences des d'intérêts (comme le montre le blocage du conseil municipal) risquent d'alimenter des investissements de compétition et l'ostentation. Dans le contexte actuel du transfert des compétences aux collectivités, les atouts que les transferts des émigrés auraient pu constituer pour leurs zones de départ risquent fort de se transformer en handicap. La désaffection pour l'école participe à ce handicap. Déjà, le principal constat est que l'émigration produit un équipement en infrastructure dans les zones de départ mais un équipement peu ou mal utilisé ; c'est le cas dans l'enseignement où la construction des écoles profite d'abord aux fonctionnaires et aux villages environnants.

Les pratiques des émigrés (regroupement familial, investissement en ville) montrent qu'ils adoptent des stratégies d'émancipation de la pression du village qui, dans le moyen terme, peuvent signifier une nette réduction des transferts financiers dont pourtant semble dépendante une frange importante de la population des zones de départ.

La seule alternative qui restera sera alors et encore l'émigration.....

Bibliographie

- Adjima, G. 1989, *Migrations et urbanisation au Burkina Faso*, Bamako, CILSS/CERPOD, 50p.
- Blion (R), Bredeloup(S) 1997: La Côte d'Ivoire dans les stratégies migratoires des Burkinabè et des Sénégalais. In Constamin (B), Memel – Fotê, (eds) *Le modèle ivoirien en questions. Crises, ajustements, recompositions*. Paris Karthala - ORSTOM 707 - 737
- Blion, R. 1990, *Phénomène migratoire et migration de retour : l'analyse socioéconomique du retour des migrants burkinabè de la Côte d'Ivoire*, Paris, Université de Paris I Panthéon Sorbonne. 143 p.
- Blion, R.(coord), Rigoni, I (coord), 2001, *D'un voyage à l'autre, des voies de l'immigration pour un développement pluriel*, Paris, Karthala, 303p
- Blion, R., 1992, «Retour au pays des Burkinabè de Côte d'Ivoire » *Hommes et migrations*, 1160, 28-31.
- Blion, R., 1996 «DE LA Côte d'Ivoire en Italie. Pratiques migratoires des Burkinabè et logiques d'Etats » *Studi Emigrazione/Etudes Migrations*, 121, 47-69.
- Coulibaly, S., 1982, *Migrations internationales et développement : le cas de la Haute – Volta*, Ouagadougou, INSD, 47p
- Guibert, C., 1990, *Essai d'évaluation de l'impact des migrants burkinabè résidant en Côte d'Ivoire sur leur pays d'origine*, Paris, Université de Paris 10 (Nanterre), 165.
- Klimeek, N. 1993, *Migrations et constitution de patrimoines urbains : étude de deux quartiers de Ouagadougou, Tampouy et Pissy*, Paris, Université de Paris 8, 135p.
- Lalou, R., 1996, «Les migrations internationales en Afrique de l'Ouest face à la crise » in Coussy (dir) et Vallin (dir), *Crise et population en Afrique: crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques*, CEPED, Paris, 345-373
- Madré, I., 1996, *La politique de gestion des burkinabè de l'étranger de 1960 à nos jours*, mémoire de fin de cycle ENAM 1995 – 1996.
- Nana (M), 1993, « les politiques des régimes face au mouvement migratoire : l'exemple des migrations externes burkinabè vers la Côte d'Ivoire (1960 – 1987) » in *Droit et culture*, 25 : 161 – 182.
- Ouedraogo, L., 1995, *La migration internationale, frein ou facteur de développement au Burkina Faso*, Louvain la Neuve, mémoire de fin d'étude